

## OBAMA INVITE BOUTEFLIKA AU SOMMET DES CHEFS D'ÉTAT AFRICAINS À WASHINGTON

# Le piège américain

**Le Président Abdelaziz Bouteflika a reçu, vendredi, une invitation officielle du Président américain Barack Obama pour participer au Sommet des dirigeants des Etats-Unis et d'Afrique. Bouteflika ne peut pas déléguer quelqu'un d'autre pour le représenter à cet événement qui se déroulera à Washington au mois d'août.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - La capitale des Etats-Unis accueillera, les 5 et 6 août, le sommet des dirigeants des Etats-Unis et d'Afrique. Tous les chefs d'Etat du continent sont invités à participer à cette rencontre. Les invitations ont été adressées vendredi par le Président Barack Obama.

«En cette période pleine de promesses pour le continent africain, nous avons l'opportunité d'approfondir notre partenariat riche et durable. Ma femme Michelle et moi-même sommes enchantés de vous inviter, ainsi que les dirigeants de toute l'Afrique, au Sommet des dirigeants des Etats-Unis et d'Afrique», précise le communiqué officiel adressé par la Maison-Blanche à El-Mouradia.

Le Président américain invite son homologue algérien à faire part

de «ses suggestions sur les résultats clés à prendre en considération pour garantir le succès du Sommet». Cette rencontre se présente donc comme un rendez-vous politique, diplomatique et économique majeur pour l'ensemble des parties. Jacob Zuma, le roi Mohamed VI, Goodluck Jonathan, Moncef Marzouki ou encore le maréchal Abdel Fattah Al-Sissi — qui devrait, sauf surprise, être élu à la tête de l'Etat égyptien — ne rateront pour rien au monde ce sommet. Qu'en sera-t-il pour notre pays ? «L'Algérie doit se rendre à ce sommet, c'est impératif. Pour les Etats-Unis, l'Algérie est considérée comme étant un Etat stable au centre d'une région instable. C'est aussi un partenaire central dans la lutte contre le terrorisme au Maghreb et au Sahel», précise



Barack Obama, président des Etats-Unis.

Zoheir Bouamama, professeur en sciences politiques à l'Ecole nationale des sciences politiques d'Alger.

Pour le professeur Bouamama, la participation de l'Algérie est importante dans le cadre de ses relations avec les Etats-Unis mais aussi pour ses rapports avec les pays africains. «L'Algérie est en

phase de réorienter sa diplomatie vers le continent africain. Elle est certes très présente dans les structures de l'Union africaine, mais elle doit renforcer son rôle dans les cadres bilatéral et multilatéral», souligne-t-il.

Reste maintenant à savoir si le Président Abdelaziz Bouteflika fera le voyage à Washington. Il faut

avant tout préciser qu'il ne peut se faire représenter par un haut responsable politique algérien. Le sommet est réservé exclusivement aux «dirigeants des Etats-Unis et d'Afrique». Ramtane Lamamra, Ahmed Ouyahia ou Abdelmalek Sellal n'ont pas le statut de «dirigeant». D'ailleurs, à ce niveau-là, déléguer autrui serait plutôt mal vu. Affaibli par un accident vasculaire cérébral, Abdelaziz Bouteflika devra supporter un long voyage en avion et participer à des activités protocolaires éreintantes. Mais il devra surtout rencontrer des dizaines de chefs d'Etat, dont le Président Barack Obama, et lire un discours en séance plénière.

Il suffit de voir les efforts déployés par Abdelaziz Bouteflika lors de sa prestation de serment pour comprendre que ce voyage aux Etats-Unis ne sera pas une sinécure. Pour le Président algérien, le sommet de Washington ressemble en tous points de vue à un piège. A commencer par sa thématique «Investir dans la prochaine génération»... **T. H.**

## ELLE L'A RENCONTRÉ APRÈS LA CÉRÉMONIE D'INVESTITURE

# Hanoune demande des élections législatives anticipées à Bouteflika

**En rencontrant le président réélu, Louisa Hanoune lui a fait part de ses inquiétudes et de ses attentes. La rencontre a duré un peu plus de trente minutes à l'issue de la cérémonie de prestation de serment. Hanoune a trouvé que si Bouteflika n'était pas en mesure de marcher, il était «en possession de toutes ses capacités mentales».**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - La rencontre en question a permis à la secrétaire générale du Parti des travailleurs de faire part de ses doléances, notamment en ce qui concerne la nécessité d'organiser des élections législatives anticipées.

Bouteflika, dit-elle, l'a écoutée et posé des questions. Conclusion : Hanoune considère qu'il est en mesure de réfléchir et qu'au final même s'il marchait, un président ne pouvait à lui seul diriger un pays en l'absence d'institutions solides.

Au président de la République, Hanoune a également expliqué pourquoi elle refusait de faire partie du staff gouvernemental, conditionnant cette entrée dans le gouvernement par des élections législatives desquelles son parti sortirait grand vainqueur. Il a été également question d'interpeller le Président sur les dangers qui guettent l'Algérie car, selon la première responsable du Parti des travailleurs, l'Algérie n'est pas sortie de la zone de haute turbulence. C'est d'ailleurs ce qui explique que le PT se consi-

dère en «état d'alerte» et prêt à toutes les éventualités. Lesquelles ? Hanoune évoque trois scénarios possibles, celui de l'ingérence étrangère, celui des tentatives de déstabilisation et enfin celui des élections législatives anticipées. Hanoune reste convaincue que «tout est possible. Nul ne sait d'où pourrait venir le déclin. Même les électeurs ayant voté pour Bouteflika peuvent se révolter».

La secrétaire générale du Parti des travailleurs faisait part hier de son analyse à l'issue des travaux de la session ordinaire du comité central du parti. Ses membres se sont félicités du rôle de «digue» joué par le parti lors des élections présidentielles.

Le PT se projette dans l'après-présidentielle et réfléchit au lancement d'une initiative politique. Louisa Hanoune n'en a pas dévoi-

lé les contours mais cela pourrait prendre la forme de la lettre ouverte.

En 2004, le parti avait adressé une lettre à Bouteflika dans laquelle il faisait part des aspirations populaires, en 2009 il avait lancé la campagne pour des signatures pour revendiquer plus de réformes et estime nécessaire aujourd'hui de lancer cette initiative pour maintenir intacte la dynamique née des élections présidentielles.

Le PT met le cap sur la poursuite de l'organisationnel de sa base, les préparatifs de l'université d'été, des assemblées générales au mois de mai puis des réunions régionales et la préparation du congrès de l'organisation des jeunes.

**N. I.**

## WASHINGTON

# Un expert évoque au Congrès américain l'impact de la crise libyenne sur l'Algérie

**L'expert américain sur les questions du terrorisme, M. Daveed Gartenstein-Ross, a relevé devant le Congrès l'impact de la situation en Libye sur la sécurité en Algérie et dans la région, affirmant que l'intervention de l'OTAN a été «une erreur stratégique» des Etats-Unis et de leurs alliés malgré les mises en garde lancées par l'Algérie.**

S'exprimant devant la Chambre américaine des représentants (Chambre basse du Congrès) qui a consacré vendredi une audition spéciale sur la Libye, M. Gartenstein-Ross a noté que l'intervention en Libye a laissé un pays «en proie à l'instabilité» où le gouvernement «n'a jamais été en mesure de rétablir le contrôle».

En conséquence, a-t-il poursuivi, l'intervention de l'OTAN a «un effet potentiellement déstabilisateur» non seulement sur les voisins immédiats de la Libye, en citant l'Algérie, la Tunisie et l'Égypte, mais aussi sur le Mali puisque, selon lui,

elle a favorisé, de manière significative, une prise de contrôle des djihadistes au nord malien entraînant une autre intervention militaire menée par la France.

Plus encore, selon lui, l'intervention de l'OTAN en Libye «a également accéléré les événements en Syrie» où une guerre civile tragique a fait plus de 150 000 morts.

«Lorsqu'on observe les effets de l'intervention de l'OTAN en Libye, il semble que cette décision a nui aux intérêts stratégiques des Etats-Unis et a rendu la région plus dangereuse», a-t-il soutenu devant la Commission de la supervision rela-

vant de la Chambre des représentants. Par ailleurs, cet expert, qui est également analyste au Think Tank américain pour les questions de sécurité «The Foundation for Defense of Democracies», a donné un aperçu détaillé sur les différents groupes djihadistes activant en Libye.

A ce propos, il a prévenu que la combinaison entre l'installation de camps d'entraînement en Libye par ces groupes, la grande disponibilité des armes et l'établissement de sanctuaires a tendance à transformer la Libye «en base arrière pour des attaques terroristes futures». Pour M. Gartenstein-Ross, cela fut certainement le cas pour la crise des otages à l'installation gazière de Tiguentourine (In Amenas) de janvier 2013 qui avait eu lieu, a-t-il précisé, à un endroit très proche de la frontière libyenne.

Plus préoccupant encore, a-t-il poursuivi, outre les frontières poreuses entre la Libye et l'Égypte, il y a «un flux continu» d'armes en provenance de la Libye vers la Tunisie, qui a renforcé les capacités militaires d'Ansar al-Charia dans ce dernier pays.

Mettant en évidence certains liens entre des groupes terroristes algériens, libyens et tunisiens, cet expert a souligné que «l'Algérie est préoccupée par l'impact de cette situation en Libye sur sa propre sécurité».

«Bien que la crise des otages de Tiguentourine et ses liens avec la Libye ont servi d'avertissement macabre, le gouvernement algérien a, depuis longtemps, exprimé sa préoccupation de l'impact que pouvait avoir l'intervention de l'OTAN en Libye sur l'Algérie», a-t-il fait valoir.

Sur ce point, cet expert a tenu à faire savoir au Congrès qu'en début de l'intervention de l'OTAN en Libye, l'Algérie «a mis en garde» que le groupe Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) allait tirer parti de ce nouveau développement et elle avait également prévenu du risque que les armes, notamment les missiles portables sol-air (MANPAD), tombent entre les mains des groupes terroristes.

En fait, a résumé M. Gartenstein-Ross, l'intervention de l'OTAN en Libye a non seulement renforcé les groupes djihadistes dans la région mais a mis les Etats-Unis dans «une position stratégique plus difficile» dans la région, ajoutant que cette intervention de l'Alliance atlantique a été «une erreur stratégique» qui semble «avoir produit plus de mal que de bien».